

Le pouvoir aux travailleurs

6 AVRIL 2024

N° 303

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Éditorial

AU SÉNÉGAL COMME AILLEURS, L'AVENIR DES TRAVAILLEURS
NE SE DÉCIDE PAS DANS LES URNES MAIS PAR LEURS LUTTES

Page 3

TCP -CHANTIER ABOBO-
DOUMÉ : LA COLÈRE DES
TRAVAILLEURS FAIT
RECULER LA DIRECTION

Page 4-5

CEUX QUI FONT LEUR
BEURRE AVEC LE CACAO !

Page 8-9

IL Y A 30 ANS
RWANDA : L'IMPÉRIALISME
FRANÇAIS RESPONSABLE
ET COUPABLE

Page 12-13

<u>ÉDITORIAL :</u>	
- AU SÉNÉGAL COMME AILLEURS, L'AVENIR DES TRAVAILLEURS NE SE DÉCIDE PAS DANS LES URNES MAIS PAR LEURS LUTTES	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- GANDOUR DIBEX : ACCIDENTS DE TRAVAIL EN CASCADE, LA DIRECTION EST RESPONSABLE	4
- TCP -CHANTIER ABOBO-DOUMÉ : LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS FAIT RECULER LA DIRECTION	4 - 5
- LES HÔPITAUX PUBLICS, UN MOUROI POUR PAUVRE !.....	5
- LES TRAVAILLEURS ET LES POPULATIONS PAUVRES ONT DROIT À DES LOGEMENTS DÉCENTS !.....	5
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- L'ÉTAT COMPLICE DES EMPOISONNEURS ET DES EXPLOITEURS !.....	7
- QUAND LA FÊTE DE L'IGNAME RIME AVEC LE MANGEMENT !.....	7 - 8
- CEUX QUI FONT LEUR BEURRE AVEC LE CACAO !.....	8 - 9
- L'ÉTAT MET ENCORE LA MAIN À LA POCHE POUR LES EXPORTATEURS LOCAUX DE CACAO.....	9
- CAMPAGNE 2024 D'ANACARDE : LE PRIX D'ACHAT AUX PAYSANS A ENCORE BAISSÉ.....	10
- CACHEZ MOI CETTE MISÈRE !.....	10
- LOGEMENTS SOCIAUX : QUE DU PIPEAU !.....	10 - 11
- LES CLINIQUES ILLÉGALES, CONSÉQUENCE DE L'INCURIE DE L'ÉTAT !....	11
- INTERDICTION DES BANABANAS : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES !.....	11
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- IL Y A 30 ANS RWANDA : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS RESPONSABLE ET COUPABLE	12 - 13

<p>AU SÉNÉGAL COMME AILLEURS, L'AVENIR DES TRAVAILLEURS NE SE DÉCIDE PAS DANS LES URNES MAIS PAR LEURS LUTTES</p>

Les populations pauvres au Sénégal ont fêté dans la liesse l'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence et la chute du président Macky Sall qui ne voulait pas lâcher le pouvoir.

Dans ce pays-là comme ici en Côte d'Ivoire, la situation des travailleurs et des pauvres ne cesse de s'aggraver d'année en année. Le coût de la vie augmente alors que le chômage touche toutes les familles. La majorité de la population vit de petits métiers ou d'un travail précaire comme journalier, avec un salaire de misère qui ne permet pas de vivre dans la dignité. Comme en Côte d'Ivoire, la grande majorité des travailleurs sont contraints d'habiter dans des bidonvilles et des quartiers précaires. C'est la raison pour laquelle de nombreux jeunes tentent de fuir cette misère pour rejoindre l'Europe, en traversant la mer sur des pirogues, au risque de leur vie.

Durant la campagne électorale, Diomaye Faye et son parti le Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) ont dit qu'ils lutteront contre la cherté de la vie, créeront des emplois et combattront la corruption. C'est-là une chanson bien connue de tous les bonimenteurs qui cherchent à accéder à la mangeoire gouvernementale.

Au début, il fera peut-être bien un petit geste en abaissant, ici le prix du riz, là celui de l'électricité. Mais tout cela sera bien éphémère et dérisoire comparé au fossé qu'il y a entre les bas salaires, les bas revenus de la majorité de la population et la hausse vertigineuse du coût de la vie survenue lors de ces dernières années.

Alors, autant dire que les travailleurs et les populations pauvres du Sénégal perdront assez vite leurs illusions. Beaucoup se souviennent encore de l'enthousiasme et de l'espoir qu'avaient suscité l'arrivée au pouvoir de « *l'opposant* » Abdoulaye Wade après son élection en avril 2000. Durant sa campagne électorale celui-ci avait promis monts et merveilles, mais une fois au pouvoir tout a continué comme avant. Il n'y a eu ni amélioration des conditions d'existence des travailleurs, des petits paysans et des chômeurs, ni véritable lutte contre la corruption, ni meilleure « *gouvernance* » comme promis. Les proches de Wade, à commencer par son propre fils Karim, ont été les premiers à s'en mettre plein les poches.

Quelques mois plus tard, en octobre 2000, ce sont les travailleurs et les populations pauvres de Côte d'Ivoire qui ont vu l'arrivée au pouvoir de Gbagbo. Celui-ci se disait « *socialiste* » et avait subi la prison et l'exil au temps de la dictature d'Houphouët Boigny. Mais une fois au pouvoir, c'est aux travailleurs qu'il a demandé de se serrer la ceinture, pendant que de l'autre côté il gavait les riches locaux et surtout les capitalistes des pays impérialistes, notamment les banquiers !

Qu'ils soient en treillis militaires, arrivés au pouvoir par un coup d'État comme récemment au Mali, Burkina, Faso Niger puis au Gabon, ou des civils bon teint comme Diomaye Faye au Sénégal, ces hommes sont animés avant tout par leur ambition d'être au sommet de l'État et de bénéficier des privilèges de leur poste. Tant qu'ils ne s'opposeront pas véritablement aux intérêts des grands capitalistes, notamment à ceux des grandes puissances impérialistes, ils seront tolérés par ces derniers. En tout cas, les travailleurs et tous les laissés-pour-compte de cette société capitaliste ne peuvent pas compter sur ces dirigeants-là pour mettre fin à la misère et à l'oppression qui découlent de la domination du capitalisme à l'échelle mondiale.

Voilà pourquoi les paroles de Karl Marx proclamant que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », restent d'une grande actualité. C'est, munis de cette conscience et de la confiance en leurs propres forces que les travailleurs doivent construire leur organisation politique et préparer leur combat à mort contre la bourgeoisie qui les exploite. En luttant pour leur émancipation, ils libéreront l'ensemble de la société écrasée par ce système basé sur la loi de l'exploitation et du profit individuel et qui sème la misère et la guerre aux quatre coins de la planète.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GANDOUR DIBEX : ACCIDENTS DE TRAVAIL EN CASCADE, LA DIRECTION EST RESPONSABLE

Le mois passé, le chantier de construction de l'extension de l'usine Gandour, située dans la zone industrielle de Yopougon, a été le théâtre de deux accidents de travail graves en l'espace de deux jours.

Dans le premier cas, un échafaudage a cédé et l'ouvrier qui travaillait en hauteur a fait une chute. Les secours ont mis plus de trente minutes à arriver, pourtant au sein de l'usine il y a des pompiers internes à l'entreprise. Le temps d'évacuer le

blesse, il est décédé. Le lendemain, un autre travailleur a fait une chute, celui-là a eu plus de « *chance* » en n'ayant que la jambe fracturée.

Ce genre d'accidents est monnaie courante. Les ouvriers travaillent en hauteur mais ne disposent pas de harnais ni de filet protecteur. Si nous ne voulons pas tous y passer, il faudra bien un jour mettre sur la table le problème de notre sécurité au travail.

TCP -CHANTIER ABOBO-DOUMÉ : LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS FAIT RECULER LA DIRECTION

TCP (TERANGA COMPAGNIE PLUS) est une entreprise qui exerce dans le secteur du BTP. Sur le chantier d'Addoha dans la commune d'Attecoubé, rien ne va pour les travailleurs.

C'était au mois de juillet 2023, les travailleurs ont décidé de s'organiser pour revendiquer de meilleures conditions de travail et aussi le respect du barème salarial du secteur BTP. Ils se sont mobilisés une première fois au mois octobre 2023. Par deux reprises, la direction a fait la sourde oreille, malgré un arrêt de travail. Le mouvement avait alors duré deux jours. La Direction s'était contentée de fausses promesses et avait aussi positionné des policiers sur le chantier. Les mêmes problèmes étant toujours là, les travailleurs ont rédigé une liste de revendications en 10 points dont : le respect du nouveau Smig, l'application des 8h de travail, le

repos hebdomadaire obligatoire, le droit au soin en cas d'accident, etc.

Le 19 mars, une délégation est partie déposer la feuille de revendications. Mais un responsable de la Direction a pris le document pour le froisser et le jeter par terre. Informé de la situation, les ouvriers ont arrêté le travail pour se rendre tous ensemble dans les bureaux de la direction. Cette fois-ci, c'est le directeur lui-même qui a réceptionné le courrier.

Mais le lendemain 20 mars, à la reprise du travail, la direction a voulu se débarrasser du dirigeant du mouvement. Mal lui a pris : le travail s'est aussitôt arrêté sur le chantier. Les travailleurs ont exigé l'intégration de leur porte-parole avant toute négociation et toute reprise d'activité.

Après deux jours de grève, les deux parties se sont retrouvées à l'inspection du travail D'Attécoubé. En plus des 10 points de revendications,

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

les travailleurs ont exigé qu'il soit clairement inscrit sur le procès-verbal : « aucun des porte-parole du mouvement ne peut être renvoyé pendant le temps que durera la négociation », avant de le signer. Après tergiversation, la direction a fini par céder, vue la mobilisation et la

grève qui continuait sur chantier.

Les travailleurs savent que la signature de la Direction ne l'engage à rien. Ils ne peuvent en aucun cas lui faire confiance. Ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation et le rapport des forces s'ils veulent voir aboutir leurs revendications.

LES HÔPITAUX PUBLICS, UN MOUROI POUR PAUVRE !

Nous relatons ci-après le témoignage d'un travailleur : « je réside dans la commune d'Abobo, l'une des plus peuplées d'Abidjan. Le samedi 16 mars au matin, j'ai été obligé d'hospitaliser dans un centre de santé de proximité mon frère qui a fait une crise de paludisme aigue. Malgré les soins, son état ne s'améliorait pas. Il a donc été évacué d'urgence au CHR Houphouët Boigny d'Abobo, le dimanche vers 1h du matin. Aux urgences de cet hôpital, nous avons dû attendre près de 30 minutes sans assistance. Il a fallu négocier avant d'être pris en charge et obtenir un lit.

Le lit qui a été ainsi libéré était encore tâché du sang du patient précédant. Les murs de la salle d'hospitalisation en étaient aussi badigeonnés. Cela avait plus l'air d'une salle de torture que d'une chambre d'hôpital. Après un nettoyage sommaire, nous avons été installés et les soins ont commencé.

Comme c'était un dimanche, il n'avait qu'un seul médecin aux urgences, secondé par des élèves infirmiers. Ils étaient débordés et il fallait à chaque fois leur courir après pour la moindre intervention. Ils devaient s'occuper d'une vingtaine de lits. Il y a eu pas moins de 5 décès.

Dans cet hôpital public tout est payant, de la compresse au moindre

médicament. Un patient qui arrive sans être accompagné est laissé pour compte jusqu'à l'arrivée d'un parent en mesure de payer pour ses soins. Ce fut le cas ce jour-là d'un joggeur qui a piqué une crise en chemin et a été évacué dans la matinée par les sapeurs-pompiers. Il était inconscient et n'avait pas de téléphone sur lui. Heureusement pour lui, ses parents se sont présentés en début d'après-midi avant qu'il ne soit trop tard.

De notre côté, dès que le malade a présenté quelques signes d'amélioration, nous avons été libérés dans la soirée avec une ordonnance pour continuer les soins à la maison. Il fallait faire la place à d'autres malades qui n'ont cessé d'affluer tout au long de la journée.

Il va sans dire que le malade n'a pas mis longtemps pour rechuter. Il a été guéri peut être du paludisme, mais son foie et ces reins ont pris un coup. Et nous voilà reparti pour de nouveaux soins et des séances de dialyses.

Le montant des frais liés aux soins commence à peser sur la famille et on s'interroge sérieusement sur la possibilité de l'expédier au village ».

Cela sous-entend, le laisser mourir pour amoindrir les frais liés aux obsèques. C'est là le sort réservé à de nombreuses familles ouvrières.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS ET LES POPULATIONS PAUVRES ONT DROIT À DES LOGEMENTS DÉCENTS !

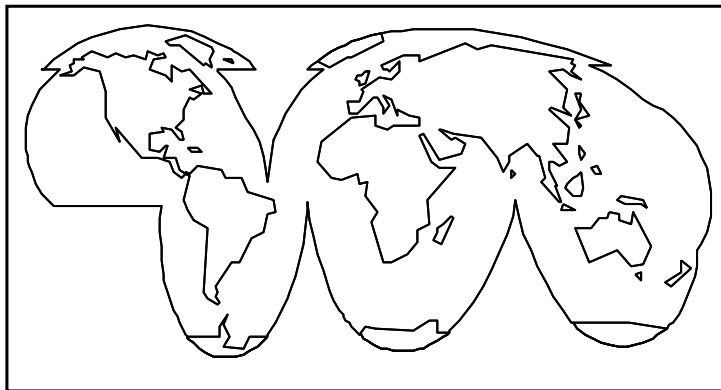
Le village d'Abia-Gnambo à Petit-Bassam, un sous-quartier de Port-bouët a été ravagé par un grave incendie dans la nuit du 2 au 3 Avril dernier. La foudre a coupé un câble de haute tension. C'est ce qui fut à l'origine de l'incendie. L'explosion des bouteilles de gaz à l'intérieur des baraques a donné de la puissance à l'incendie. Le bilan est lourd, plusieurs dizaines d'habitations sont partis en fumée. Quatre personnes ont perdu la vie et on compte plusieurs blessés.

Ce quartier est habité essentiellement par des ouvriers de la zone industrielle de Vridi et des environs. De plus en plus de

travailleurs sont contraints d'habiter dans ce genre de bidonvilles, étant donné les bas salaires et une précarité qui touche de plus en plus de travailleurs.

La ministre de la « solidarité et lutte contre la pauvreté » s'est rendue sur les lieux pour faire semblant de verser quelques larmes de crocodile sur le sort des sinistrés. Ces derniers n'ont même pas encore fini de pleurer leurs morts que la démolition totale de leur quartier a été annoncée par les autorités, sous prétexte de sauver des vies. Les derniers habitants vont être jetés à la rue sans ménagement et sans relogement préalable.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'ÉTAT COMPLICE DES EMPOISONNEURS ET DES EXPLOITEURS !

À la suite de la mort massive de poissons dans la lagune Ébrié au mois de mars, le directeur du CIAPOL (Centre Ivoirien Antipollution) a accordé une interview pour donner les suites des analyses effectuées sur ces poissons.

Il a expliqué, sans langue de bois, que ces poissons sont absolument impropres à la consommation car ils ont accumulé un taux de mercure et autres polluants qui peuvent être mortels pour celui qui les consomme ou qui peuvent causer des maladies graves comme le cancer.

Cette pollution, explique-t-il, a deux principales origines. D'une part, il y a les eaux usées des ménages qui se déversent directement dans la lagune du fait que de nombreux immeubles d'habitation sont directement connectés sur les canalisations des eaux pluviales qui rejoignent la lagune. D'autre part, il y a les eaux usées d'origine industrielle qui sont déversées en toute illégalité dans la même lagune. C'est toute cette pollution qui empoisonne les poissons et les personnes qui les consomment.

Ce monsieur a aussi montré toute son impuissance face à cette situation qui demanderait des mesures énergiques. Le rôle du CIAPOL qu'il dirige est justement de surveiller la pollution industrielle régie par une réglementation. Mais il avoue qu'il n'a pas « *les moyens de sévir* », ni contre les branchements illégaux provenant des immeubles d'habitation, ni

contre les industriels qui en font autant. Pourtant, il explique qu'avant toute implantation d'une usine, il y a normalement une étude d'impact environnemental et social au préalable. Ensuite, il est demandé à ces industriels de réaliser des ouvrages d'assainissement pour réduire la toxicité de leurs eaux usées. Mais, « *est-ce qu'ils le font vraiment ?* » se demande le directeur. À cette question, il répond : « *je n'en ai aucune idée* » alors qu'il est en principe le mieux placé pour le savoir ! C'est à se demander s'il sert à quelque chose dans la protection de la lagune.

En fait, il en va exactement de même pour la protection des travailleurs en ce qui concerne les accidents du travail. Il existe des textes de lois prétendument destinés à « *protéger* » les travailleurs. Mais dans les faits, ils ne servent pas à grand-chose puisque les patrons font ce qu'ils veulent, l'État ferme les yeux sur leurs infractions et en cas d'accidents, ils s'en sortent toujours à bon compte.

Les droits des travailleurs ont toujours été bafoués dans ce pays et si les travailleurs n'opposaient pas une lutte quotidienne pour défendre leur dignité, ils seraient réduits à l'état de simples esclaves.

L'État montre en fait sa vraie fonction, celle d'être un instrument qui permet à la bourgeoisie de s'enrichir au détriment des travailleurs et des classes populaires.

QUAND LA FÊTE DE L'IGNAME RIME AVEC LE MANGEMENT !

Le « *palais royal d'Abengourou* » a célébré la fête de l'igname le vendredi 22 mars, en présence de nombreux ministres et de hauts dignitaires venant de tous

les bords politiques. C'est que les élections présidentielles de 2025 approchent à grands pas et l'opération séduction des populations est en marche. Chacun fait son

L E U R S O C I E T E

calcul pour être en meilleure position pour « *manger* » quand son camp parviendra au pouvoir.

Ce « *Roi* » du nom de « *Nanan Boa Kouassi III* » a saisi cette occasion pour « *lancer un appel aux jeunes de la cité* », leur demandant « *de vivre éloignés des vices* » que seraient « *le sexe, la drogue, l'alcool, la délinquance et la cigarette* ». Il a aussi exprimé « *sa reconnaissance* » à Alassane Ouattara. Manifestement, être du côté d'un pouvoir qui bafoue la dignité des travailleurs et qui permet aux capitalistes de les exploiter comme des forçats n'est pas considéré comme un « *vice* » à ses yeux.

Ce beau monde de têtes couronnées et habillé à la couleur locale, dont les uns mangent peut-être des ignames, d'autres de l'attiéké, du riz ou du kabato, fait partie du monde des riches. L'habit ne fait pas le moine, dit-on, mais entre parasites et exploiters on se fréquente presque naturellement. D'ailleurs, le fils de ce « *Roi* », un certain Roger Félix Adom, est né et a fait ses hautes études en France. Bien difficile d'imaginer que c'est avec l'argent de l'igname d'Abengourou qu'il a pu faire tout ça ! Il a été aussi à deux reprises, ministre sous Ouattara avant d'être

installé au poste de bras droit de Bacongo Cissé, l'actuel secrétaire national du Rhdp, celui-là même qui est en train de raser les quartiers pauvres à Abidjan.

Alors, ce « *Roi Nanan Boa Kouassi III* » a beau jeu de faire de la morale à quatre sous aux jeunes, mais ceux-ci doivent penser bien de choses des gens qui font des fêtes avec ceux qui détruisent les maisons des pauvres à Abidjan.

Tous ces hauts dignitaires ivoiriens, leurs enfants, leur famille et eux-mêmes, n'habitent pas les mêmes quartiers que les pauvres. Ils ne se soignent pas dans les mêmes centres de santé et les mêmes hôpitaux que les pauvres, là où la mort vous guète à chaque instant. Leurs enfants ne naissent pas dans les mêmes maternités et ne fréquentent pas les écoles pourries réservées aux enfants des pauvres.

Alors, manger des ignames, tout le monde le voudrait bien, sauf qu'à Abidjan son prix est si cher et le revenu des travailleurs si bas que cela fait longtemps que le riz est devenu l'igname du pauvre. Et encore, il s'agit du riz de seconde ou de troisième catégorie, que les riches donneraient peut-être à manger à leurs animaux !

CEUX QUI FONT LEUR BEURRE AVEC LE CACAO !

Avec le prix du cacao qui atteint les 6050 FCFA le kilogramme sur le marché mondial, les capitalistes font leur beurre et ramassent en même temps l'argent du beurre. Qui sont-ils ?

Ce sont d'abord, bien sûr, les sociétés multinationales telles que Nestlé, Hershey, Barry Callebaut et autre Cargill, qui font de la

spéculation après avoir acheté cette production à 1000 Fr le kilogramme au prix bord-champ. Même si le gouvernement vient de fixer le nouveau prix à 1500 Fr pour la « *petite campagne* » qui arrive, avec le niveau du prix actuel du cacao à l'international, autant dire que ces multinationales ne tomberont pas sur la paille.

L E U R S O C I E T E

À côté de ces multinationales, il y a les « *gros planteurs* », dont ces hauts dignitaires du pouvoir, qui ont fait fortune à l'ombre de l'Etat et sous sa protection, depuis la présidence d'Houphouët-Boigny. Beaucoup d'entre eux possèdent des centaines d'hectares chacun. Le plus connu étant un certain Aka Georges Blehoué, un proche de Gbagbo décédé en 2021. Il était aussi le « *Président du Conseil national des sages* » de la filière Café-Cacao. Il possédait 2000 ha de cultures diverses dont des plantations de cacao.

Les Bédié, Kablan Duncan et compagnie ne doivent pas être bien loin. Comme de nombreux dignitaires, ils se cachent parfois derrière des prête-noms. Ceux qui portent le titre de « *gros planteurs* », ne plantent pas eux-mêmes le cacao qui fait leur fortune, tout comme les multinationales n'ont pas besoin de posséder un seul hectare de plantation pour s'enrichir avec le

cacao, le coton, le palmier à huile, l'hévéa et autres.

Ce sont les ouvriers qui sont à la base de la production du cacao, comme de toutes les productions. Ici, en premier, il y a les ouvriers agricoles dont beaucoup sont originaires des pays voisins, venus migrer en Côte d'Ivoire pour trouver du travail. L'agriculture est une grande pourvoyeuse de main-d'œuvre, y compris de main-d'œuvre infantile. Après les ouvriers agricoles, il y a toute la chaîne d'ouvriers qui œuvrent à différentes étapes de la production jusqu'au chargement des bateaux.

Même si le nouveau prix du cacao est passé de 1000 Fr à 1500 Fr, on peut être certain qu'aucun de ces capitalistes, ni les multinationales, ni ces gros planteurs, n'augmenteront les salaires des travailleurs qui sont pourtant bien à l'origine de toute cette richesse.

L'ÉTAT MET ENCORE LA MAIN À LA POCHE POUR LES EXPORTATEURS LOCAUX DE CACAO

Au moment où le cours du cacao atteint un prix record sur le marché mondial, l'État continue de subventionner les exportateurs locaux, qui sont généralement des proches du pouvoir.

Ces exportateurs locaux sont regroupés au sein du « *Groupe des Négociants Ivoiriens* » (GNI), à qui l'État réserve annuellement un quota de 20 % de la production annuelle de cacao. Cela représente entre 250 000 à 300 000 tonnes de fèves de cacao, selon les années. De plus, ils sont exonérés de certaines taxes.

Malgré la flambée des prix, et donc un record de gain pour eux, ils prennent aujourd'hui prétexte de la baisse de la production de 25 %, pour réclamer une compensation à l'État. L'année précédente, ce genre de cadeau fait à ces négociants représentait entre 30 et 35 Fr par kilo de fèves exporté. Évidemment, cette année encore, cette subvention leur a été payée et elle se chiffre entre 7 et 10 milliards sorties des caisses de l'État. Entre amis, on ne se refuse rien !

L E U R S O C I E T E

CAMPAGNE 2024 D'ANACARDE : LE PRIX D'ACHAT AUX PAYSANS A ENCORE BAISSÉ

Dans une conférence de presse tenue fin février, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a annoncé le prix d'achat aux paysans du kilogramme de noix de cajou. Celui-ci a été fixé, pour cette campagne 2024, à 275 Fr le kilo contre 315 Fr en 2023, soit une baisse de 40 Fr.

Comme chaque année, l'État se contente seulement d'annoncer les prix sans aucune garantie de les faire appliquer. L'année précédente, alors que le prix minimum dit « *obligatoire* » était de 315 Fr le kilo, les producteurs

étaient obligés d'écouler leurs produits à 150 Fr le kilo. Pire, certains paysans ont vu leur récolte s'abîmer faute d'acheteurs. Quand l'État est intervenu, ce fut pour prendre des mesures de répression contre ceux qui essayaient d'écouler leur production dans des pays voisins où les prix étaient meilleurs.

Cette situation ne s'améliorera pas de si tôt parce que le secteur de l'anacarde connaît une baisse continue des prix depuis près de 15 ans et ce sont les petits paysans qui en subissent le plus les conséquences.

CACHEZ-MOI CETTE MISÈRE !

Les quartiers « Derrière Wharf », « Jean Foly » et « Gonzagueville », des sous quartiers de Port-Bouët sont entièrement clôturés. Lorsqu'on circule sur la grande autoroute jouxtant ces endroits, on a l'impression d'être devant « Soweto », ou même à Gaza en Palestine où les pauvres sont parqués dans des bidonvilles et entourés de murailles pour éviter aux riches qui passent par-là, la vue de ces quartiers pauvres qui s'étendent à perte de vue. Ainsi, un mur de plus de deux mètres a été érigé. Il coupe totalement la vue et l'air de la mer aux habitants de ce

quartier.

Les villes balnéaires d'Assinie et de Grand-Bassam attirent beaucoup de riches qui y vont en villégiatures. Ils quittent leurs beaux quartiers d'Abidjan et sont obligés de traverser ces quartiers pauvres. Leur vue est alors soudainement gâchée par ce bidonville qui s'étend sur des kilomètres, bien que le côté mer est maintenant bordée de zone verte. Le bidonville qui longeait la plage avait été rasée il y a de cela plusieurs années. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants avaient été alors éjectés comme des déchets.

LOGEMENTS SOCIAUX : QUE DU PIPEAU !

Selon le directeur des Grands programmes immobiliers de l'État, une vaste opération de construction de 25 000 logements sociaux sera lancée. La moitié sera en « *location-vente* » sur 20 ou 30 ans.

Ce projet est prétendument destiné aux personnes à faibles

revenus et aux familles qui ont été chassées récemment lors des opérations de déguerpissement. C'est se moquer du monde ! On les a chassé comme des animaux et après on fait semblant de leur dire qu'on pense à eux ! Ces gens-là n'ont que du mépris pour les pauvres ! C'est avant

L E U R S O C I E T E

de les chasser qu'il fallait construire des logements décents !

Ce projet de « *logements sociaux version 2024* » nous rappelle le premier programme de ce genre. Des milliers de personnes s'étaient inscrites, mais seuls ceux qui avaient

de l'argent ont pu devenir propriétaires. Les prix des maisons qui devaient coûter entre 7 et 20 millions s'envolaient jusqu'à 40 millions et plus. Sans compter qu'il fallait déposer au moins 20% comme apport initial. C'était comme dire aux pauvres : « *allez voir ailleurs !* ».

LES CLINIQUES ILLÉGALES, CONSÉQUENCE DE L'INCURIE DE L'ÉTAT !

Dans la seule région du Cavally, avec une population d'environ 500 000 habitants, ce sont 123 cliniques banabanas qui ont été fermées par les autorités.

Rapporté à l'échelle nationale, il y a probablement des milliers de cliniques qui exercent illégalement et mettent à mal la santé de populations

pauvres qui n'ont souvent pas d'autres recours.

Évidemment, ces cliniques ont des pratiques hygiéniques douteuses et le personnel qui y travaille n'a pas toujours les qualifications requises. Si ce genre de clinique foisonne c'est à cause de la pauvreté ambiante et de l'incurie de l'État.

INTERDICTION DES BANABANAS : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES !

En ce début du mois d'avril, le ministre-gouverneur, Cissé Baongo, vient d'annoncer l'interdiction de la mendicité et des ventes ambulantes sur les grands axes d'Abidjan.

Cette décision est un coup de plus que les autorités donnent aux pauvres qui essaient de survivre pour ne pas crever de faim. Ces vendeurs ambulants, hommes, femmes et enfants, proposent des articles aux usagers de la route en se faufilant entre les véhicules. Cette activité est

risquée parce qu'à tout moment on peut se faire écraser. Mais ont-ils d'autres choix ? Les bas salaires de leurs parents ou de leurs maris dont beaucoup travaillent sur les chantiers et dans les usines, ne permettent pas d'assurer les besoins de la famille, d'autant moins que le coût de la vie monte en flèche. Pendant ce temps, Cissé Baongo et les siens dorment tranquillement sur leurs deux oreilles en pensant à leur carrière et leurs comptes en banque.

Nous reproduisons ci-dessous un article tiré du journal de nos camarades de Lutte Ouvrière paru sous le N° 2905 daté du 5 mars

<p>Il y a 30 ans Rwanda : l'impérialisme français responsable et coupable</p>
--

Le 6 avril 1994, à 20 h 30, le dictateur du Rwanda, mourait lors du crash de son avion, abattu par un missile. Quelques minutes après, dans les rues de la capitale Kigali, les miliciens du pouvoir hutu formaient les barrages sur lesquels commençaient les massacres de membres de l'ethnie tutsie et d'opposants politiques. Le génocide qui débutait allait durer 100 jours et faire plus de 800 000 morts.

Dans tout le pays, les victimes sont alors assassinées par milliers sur les barrages ou pourchassées dans leur maison, dans les hôpitaux, dans les forêts où elles se cachent. La grande majorité des notables politiques ou religieux, tous liés au pouvoir, aident à regrouper et enfermer, pour faciliter leur extermination, ceux qui tentent de fuir ou de se protéger dans des écoles ou des églises. Les miliciens distribuent des armes et des machettes aux habitants, forçant y compris les voisins des victimes à participer à la tuerie, sous peine d'être exécutés eux-mêmes.

Pendant des semaines, les cadavres vont joncher les rues de toutes les villes et de tous les villages et la capitale devient un immense charnier. Aucun des nombreux officiers ou représentants des grandes puissances présents sur place ne peut échapper aux hurlements des victimes, des femmes violées, des enfants découpés à la machette après avoir vu leurs parents mourir. Et pourtant aucune capitale occidentale ne fera quoi que ce soit pour tenter d'arrêter le massacre.

L'héritage de la colonisation

Pour comprendre les raisons de cette horreur, il faut remonter à la colonisation du Rwanda. C'est pour imposer sa domination coloniale que la Belgique, succédant à l'Allemagne, y développa une politique de division au sein de la population. La partie tutsie

fut favorisée au détriment des deux autres groupes : les Hutus et les Twas. Dans les années 1930, l'instauration de cartes d'identité portant mention de l'ethnie figea ces divisions et renforça les haines. De l'Inde à la Palestine, les puissances coloniales usaient partout du même procédé de division, avec des conséquences tout aussi criminelles.

Lors de la marche vers l'indépendance, le pouvoir belge favorisa cette fois l'accession au pouvoir des Hutus. L'Église catholique belge appuya même la propagande pour une « révolution sociale », cache-sexe de massacres de Tutsis, présentés comme des privilégiés. Des centaines de milliers de ceux-ci s'exilèrent pour échapper à la mort lors de l'indépendance. En 1962, les autorités belges remirent ainsi le pouvoir à des politiciens rwandais dont la base politique était la haine des Tutsis et la défense des Hutus. Dès lors, les massacres de Tutsis allaient accompagner chaque crise traversée par le pouvoir. En 1973, un coup d'État installa au pouvoir Juvénal Habyarimana, entouré d'une clique d'officiers et de civils se voulant encore plus extrémistes.

La France fit de cette dictature sanglante et ouvertement raciste un allié solide. Habyarimana devint un ami de Giscard d'Estaing, puis de Mitterrand, et des accords militaires lièrent les deux pays. La bourgeoisie française cherchait à conquérir de l'influence dans cette région car malgré toutes ses sales manœuvres depuis les indépendances, elle perdait de son influence économique et politique en Afrique. Le Rwanda était idéalement positionné pour être un élément clef dans la concurrence entre impérialistes français, anglais et américain.

En octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), formé par

des opposants tutsis, lança une offensive sur Kigali, à laquelle l'armée rwandaise s'avéra incapable de résister. Mais une victoire du FPR, lié aux États-Unis, était inacceptable pour la France, qui accrut son soutien militaire, s'impliqua directement dans les combats et livra massivement des armes.

Un massacre bien préparé

La dictature rwandaise alimentait les violences contre les Tutsis, présentés comme l'ennemi de l'intérieur. Les milices du parti au pouvoir, les Interahamwe, dressaient des listes de gens à abattre. La radio-télévision officielle, dite Radio des Mille Collines, appelait quasiment à l'extermination des Tutsis traités communément de cafards. De 1990 à 1994, la presse internationale fit état de massacres sporadiques. Le génocide se préparait.

En août 1993, sous la pression des grandes puissances, Habyarimana accepta de signer avec le FPR un accord pour le partage du pouvoir. Les cercles extrémistes autour de lui firent tout pour empêcher son application. La crainte de perdre le pouvoir accéléra la préparation du génocide, seul moyen à leurs yeux de le garder. C'est d'ailleurs l'attentat dont fut victime Habyarimana, en revenant d'une nouvelle négociation régionale pour trouver une solution, qui le déclencha. Dans les jours suivants, un nouveau gouvernement regroupant les plus extrémistes du régime, fut mis en place dans les salons de l'ambassade de France.

Le génocide fut nié par la grande presse française, qui reprit servilement, comme dans les pires dictatures, les mensonges du pouvoir. L'ONU finit par interdire les livraisons d'armes au Rwanda, mais des banques françaises servirent encore d'intermédiaires pour le trafic d'armes. Au bout de trois mois, quand les grandes puissances firent semblant de s'alarmer de la situation, l'ONU permit à la France de lancer une opération dite humanitaire, qui cachait en réalité la volonté de protéger la fuite des génocidaires armés vers le Congo voisin. Ajoutant du cynisme à la

barbarie, Mitterrand alla en novembre 1994 jusqu'à parler des : « *chefs locaux qui décident délibérément... de régler des comptes à coups de machette* ».

Il fallut vingt-sept ans avant qu'un dirigeant de l'État français, Macron admette la responsabilité de celui-ci dans le génocide de 1994. Encore tenta-t-il de la faire retomber principalement sur les épaules de Mitterrand, qui avait l'avantage d'être mort. Cela représente vingt-sept ans de mensonges, de faux témoignages et, en parallèle, de protections accordées aux génocidaires.

Quoi qu'ils fassent pour le nier, il reste que tous les responsables politiques français de l'époque ont les mains couvertes du sang des femmes, des hommes, des enfants et des vieillards exterminés. Il ne s'est agi ni d'erreurs, ni d'un manque de connaissances de leur part. Tous savaient ce que préparait la dictature rwandaise de l'époque, et ce n'est pas une formule.

En ce mois d'avril 1994, François Mitterrand était bien président de la République, mais avec un gouvernement de cohabitation, dont l'homme de droite Édouard Balladur était Premier ministre. Alain Juppé était son ministre des Affaires étrangères et Dominique de Villepin dirigeait son cabinet. Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur ; le « modéré » François Bayrou était ministre de l'Éducation nationale et François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur. Simone Veil, elle-même rescapée des camps de la mort et considérée comme un exemple d'honnêteté politique, était ministre des Affaires sociales. Sarkozy était porte-parole de ce gouvernement et Hubert Védrine secrétaire général de l'Élysée.

Cette brochette de représentants de la bourgeoisie française a fait passer la défense des intérêts capitalistes avant la vie d'un million de personnes. Que l'on ne s'y trompe pas : demain, si les intérêts des bourgeois français sont en jeu, les mêmes ou leurs successeurs pourront le refaire.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.